

COMPTE-RENDU

Rédigé et revue par :	Equipe Cluster
Date et heure :	26 mars 2026/ 10h00 à 12h00
Lieu :	En ligne via Microsoft Teams
Liste de distribution :	Liste des contacts harmonisés Abris, LTP et CCCM
Date de la prochaine réunion :	30 Avril 2026

Agenda de la réunion

1. Présentation PSEA et Genre
2. Mise à jour sectorielle et suivi de la réponse : CCCM, Abris & AME et LTP
3. Situation des zones Hot Spot
 - a. Sud-Kivu : Axe Uvira
 - b. Ituri : Axe Djugu
4. Evaluation de la performance des Clusters en 2025 (CCPM)
5. Divers
 - a. Diffusion de la Note d'Orientation Cash/Abri&AME
 - b. Enquête sur les outils LTP / Abri
 - c. Mise à jour GTE

Liens utiles

- Présentation de la réunion du 26/03/2026 : [Présentation Réunion de Coordination Cluster SLSC du 26 mars 2026RDCongo | Shelter Cluster](#)
- Outils Kobo du réseau interagences PSEA en RDC (août 2025) : [OUTILS KOBO RESEAU PSEA Interagences aout 2025 - FV | Shelter Cluster](#)
- Déclaration du Coordinateur des secours d'urgence sur le genre et la PSEAH (2026) | ERC Statement on Gender and PSEAH (2026): [ERC Statement on Gender and PSEAH \(2026\) | Shelter Cluster](#)
- Note d'orientation pratique sur l'utilisation du cash dans les interventions Abris & AME en République Démocratique du Congo (RDC) : <https://www.sheltercluster.org/cash-working-group/documents/note-dorientation-pratique-sur-lutilisation-du-cash-dans-les>
- Boite à outils LTP pour les interventions Abri : [Boite à outils Orientation sur la sécurisation foncière et la diligence raisonnable dans les interventions Abris | Shelter Cluster](#)
- Enquête rapide sur l'utilisation des outils LTP dans les interventions Abris/AME : <https://ee.kobotoolbox.org/x/bhyf8UwW>

Points d'Actions et Suivi – Réunion conjointe Abris / AME / LTP / CCCM (SLSC)

Type	Thème/Sujet	Description	Responsable	Echéance	Statut
Point d'action	CCCM	Le CCCM partagera la matrice consolidée des gaps dans les sites et centres collectifs (Nord-Kivu, Ituri), ainsi qu'une cartographie actualisée des acteurs.	Coordination du Secteur CCCM	Avant la réunion du mois d'avril 2026	En cours d'actualisation, sera partagée avant la réunion d'avril.
Point d'action	FTS/OCHA	Actualisation du FTS : solliciter les partenaires à partager les informations de financement non encore enregistrées afin d'améliorer la visibilité et la fiabilité du suivi du financement.	Coordination + IM (Abris / AME / CCCM / LTP)	Avril 2026	À suivre

Point d'action	GENCAP/OCHA	Partager les outils, templates et documents d'orientation PSEA/Genre (incluant les outils d'analyse des risques) et renforcer leur diffusion via les plateformes du cluster	Coordination / GenCap	Immédiat-Court terme	À faire
Point d'action	GENCAP/OCHA	Organiser des sessions pratiques terrain et des sessions approfondies (format élargi) au niveau national sur PSEA et Genre	Coordination / GenCap	À planifier	À faire
Point d'action	SLSC	Mettre à jour et diffuser des cartographies consolidées des partenaires (Abris & AME, CCCM, LTP) pour améliorer la coordination et le ciblage des interventions	Coordination / IM	Court terme	À faire
Point d'action	CCPM	Mettre en œuvre le processus CCPM incluant la collecte des données, l'analyse des résultats et l'élaboration d'un plan d'action pour améliorer la coordination	Coordination	Mars – Mai 2026	En cours
Point d'action	ABRIS & AME, CCCM et LTP	Renforcer l'appropriation des outils sectoriels (Note Cash, outils LTP, outils environnementaux) à travers des sessions (nationales et provinciales), des surveys et la collecte de retours partenaires	Coordination / Partenaires / CWG / GTE	Court terme	Outils mieux utilisés et adaptés aux besoins terrain
Point d'action	Groupe de Travail Technique Environnement (GTE)	Renforcer la visibilité et l'animation du Groupe de Travail Technique Environnement (GTE), à travers la diffusion des contacts, la collecte des bonnes pratiques et réalisations des partenaires, ainsi que le partage du survey sur l'utilisation de la note d'orientation environnementale	Coordination / GTE	Court terme	En cours

• Présentation PSEA et Genre

Présentée par Tiphaine Bueke, GenCap – Senior Gender Advisor à OCHA, la session a porté sur l'intégration des thématiques Genre et Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PSEA) dans la réponse humanitaire des secteurs Abris & AME, CCCM et LTP. Elle a rappelé que ces dimensions constituent des éléments essentiels de la qualité, de la redevabilité et de la protection dans les interventions humanitaires, et doivent être intégrées de manière systématique à toutes les étapes du cycle de projet. Plusieurs outils et documents d'orientation existent déjà pour appuyer les partenaires, notamment en matière d'analyse des risques, de prévention des abus, d'intégration du genre et de mécanismes de redevabilité. [Pour plus de détails.](#)

Les éléments clés présentés ont notamment porté sur :

- L'importance d'identifier et d'analyser les risques spécifiques liés au genre et à la PSEA dans les contextes d'intervention, notamment dans la gestion des sites et l'accès aux ressources
- La nécessité de mettre en place des mécanismes de feedback sûrs, accessibles et adaptés aux différents groupes (femmes, hommes, enfants, personnes vulnérables) ;
- L'intégration d'approches sensibles au genre dans la planification des abris, la distribution des AME et la gestion des sites ;
- Le renforcement des capacités des équipes terrain pour mieux prévenir, détecter et gérer les incidents ;
- L'utilisation d'outils standardisés (checklists, matrices de risques, guides pratiques) pour assurer une intégration cohérente et harmonisée au niveau des partenaires.

Les échanges avec les partenaires ont mis en évidence un intérêt marqué pour ces thématiques, ainsi que des besoins concrets, notamment l'accès aux outils présentés et le renforcement des capacités pratiques au niveau terrain. Des préoccupations ont également été soulevées concernant la gestion des mécanismes de feedback, en particulier l'utilisation des numéros verts, qui nécessite un encadrement renforcé afin d'éviter les abus et de protéger à la fois les bénéficiaires et les équipes humanitaires. Par ailleurs, les participants ont souligné que les formats actuels des sessions sont insuffisants pour aborder en profondeur ces questions, et ont recommandé l'organisation de formations plus approfondies, basées sur des cas pratiques et adaptées aux réalités opérationnelles.

En réponse, la coordination a proposé de renforcer l'appui technique aux partenaires à travers le partage des outils, l'organisation de sessions pratiques au niveau terrain et la mise en place de cadres d'échange plus approfondis au niveau national. Elle s'est également engagée à assurer un suivi des préoccupations soulevées, notamment sur les mécanismes de plainte, et à améliorer la diffusion des ressources existantes afin de favoriser une meilleure appropriation par les partenaires.

- **Mise à jour sectorielle et suivi de la réponse :**

- **CCCM**

La mise à jour du secteur CCCM a mis en évidence l'ampleur des besoins liés à la gestion des sites et centres collectifs, avec environ 735 000 personnes déplacées identifiées dans les zones suivies, réparties sur plus de 300 sites et centres collectifs. Parmi celles-ci, près de 441 000 personnes se trouvent dans des sites sous gestion CCCM, tandis qu'une part importante reste en dehors de ces mécanismes, soulignant des gaps persistants en termes de couverture. Malgré une cible ambitieuse définie dans le HNRP 2026, la réponse reste limitée, avec environ 130 000 personnes atteintes à fin février, reflétant des contraintes majeures liées au financement et à l'accès. La présentation a également souligné l'importance du suivi des sites hors gestion et des villages d'accueil, afin d'assurer une meilleure visibilité des besoins et d'orienter la réponse. [Pour plus de détails.](#)

- **Abris & AME**

Pour le secteur Abris & AME, les besoins restent particulièrement élevés avec environ 3,4 millions de personnes dans le besoin et une cible de 1,1 million de personnes dans le cadre du HNRP 2026. À ce stade, environ 99 400 personnes ont été atteintes, soit une couverture d'environ 9 %, dans un contexte de financement très limité (environ 1,7 % des fonds requis reçus). Les interventions sont concentrées dans certaines zones prioritaires, avec une présence active de plusieurs partenaires, mais des disparités importantes persistent entre les zones couvertes et non couvertes. La cartographie présentée met en évidence à la fois l'étendue des besoins et la nécessité de renforcer la coordination et le positionnement stratégique des acteurs afin de réduire les gaps. Pour plus de détails...

- **LTP**

Pour le secteur LTP, les résultats présentés concernent principalement les activités réalisées par NRC, incluant l'accès à l'information, l'assistance légale et les services de conseil. À fin février, environ 3 956 personnes ont bénéficié d'activités d'information, 9 840 d'assistance légale et 2 492 de conseils, avec également des activités de formation en cours. Ces résultats traduisent une évolution positive par rapport au

mois précédent, bien que la couverture reste encore limitée au regard des besoins globaux. Il a été souligné que ces données ne reflètent pas nécessairement l'ensemble des interventions du secteur, en raison d'un rapportage encore incomplet de certains partenaires, et qu'un renforcement du reporting est nécessaire pour améliorer la visibilité et l'intégration du LTP dans la réponse globale. [Pour plus de détails.](#)

- **Situation des zones Hot Spot**

- **Uvira**

La zone d'Uvira reste un épicentre majeur de déplacement, avec plus de 1,5 million de déplacés internes et 885 000 retournés, en plus de rapatriés récents. La situation sécuritaire demeure instable, marquée par la reprise des combats à la mi-mars dans la plaine de la Ruzizi, entraînant de nouveaux déplacements et une pression accrue sur les zones d'accueil. Les conditions de vie restent précaires, avec des activités socio-économiques perturbées et un accès humanitaire fortement limité sur plusieurs axes, contraignant la réponse malgré certaines évaluations récentes. [Pour plus de détails.](#)

- **Djugu- Ituri**

En Ituri, la crise est caractérisée par une combinaison de conflits armés et de chocs climatiques, entraînant des déplacements massifs et une dégradation des conditions de vie. Des milliers de déplacés ont été enregistrés à Drodro et Bambu, avec des destructions importantes d'abris et des pertes d'articles ménagers essentiels. Les zones de Drodro, Damas et Mangala restent critiques, avec une précarité élevée dans les zones d'accueil. Malgré la présence d'acteurs dans certains secteurs, des gaps importants persistent, notamment en Abris & AME, dans un contexte d'accès humanitaire fortement contraint et de réponse insuffisante. Signalons, l'extension de l'activisme des ADF vers Niania, ciblant les carrés miniers et les villages environnants, avec un fort impact humanitaire se traduisant par des milliers de déplacés vers Mambasa-centre, Niania et d'autres localités. [Pour plus de détails.](#)

- **Evaluation de la performance des Clusters en 2025 (CCPM)**

La coordination a introduit le processus CCPM (Cluster Coordination Performance Monitoring) comme un exercice annuel d'autoévaluation visant à analyser la performance de la coordination des clusters Abris & AME, CCCM et LTP. Cet exercice permet d'évaluer collectivement le fonctionnement du cluster au regard de ses fonctions de base et de la redevabilité envers les populations affectées, sans évaluer individuellement les partenaires, les organisations ou les coordinateurs.

Il a été particulièrement souligné que le CCPM ne constitue ni une évaluation des organisations assurant la coordination, ni une évaluation des individus impliqués dans ce processus. Il s'agit plutôt d'un regard collectif porté sur les fonctions essentielles de coordination du cluster, afin d'identifier les points forts et les axes d'amélioration, et de renforcer l'efficacité globale du mécanisme de coordination.

Dans ce cadre, le CCPM constitue un outil stratégique permettant d'identifier les domaines nécessitant des améliorations, de renforcer la transparence, le partenariat et la collaboration entre les acteurs, et de définir collectivement des actions correctives. L'ensemble des

partenaires est ainsi invité à participer à travers une enquête en ligne, accessible en français ou en anglais, dont la complétion prend environ 10 à 15 minutes. La participation est confidentielle et ouverte à tous les membres du cluster, y compris les partenaires, les équipes de coordination ainsi que les autres acteurs impliqués.

Le processus prévoit le lancement immédiat de la collecte des données, avec une période d'environ trois semaines afin d'assurer une participation large et représentative des partenaires. Les résultats feront ensuite l'objet d'une analyse consolidée, permettant d'identifier les principales lacunes et priorités d'amélioration. Sur cette base, un plan d'action collectif sera élaboré et discuté lors d'une session dédiée, dans une logique de renforcement continu de la coordination, notamment dans le contexte de transition vers le mécanisme SLSC.

Enfin, il a été précisé que les contacts de l'équipe de coordination nationale seront partagés afin de permettre aux partenaires de poser leurs questions et d'obtenir des clarifications tout au long du processus.

I. Divers :

a. Diffusion de la Note d'Orientation Cash/Abri&AME

La coordination a informé les partenaires que la note d'orientation sur l'utilisation du cash dans les interventions Abris & AME, développée avec l'appui du Cash Working Group, a déjà été présentée au niveau national. La note et les supports ont été diffusés aux partenaires. Ceux qui ne les ont pas reçus sont invités à se rapprocher de l'équipe de coordination.

Il est également prévu d'organiser des sessions de présentation au niveau provincial afin de prendre en compte les spécificités locales et répondre aux questions opérationnelles des partenaires. Cette démarche vise à renforcer l'appropriation de la note et à assurer une utilisation harmonisée des approches cash dans les interventions.

b. Enquête sur les outils LTP / Abri

Le survey a été lancé afin d'évaluer le niveau d'appropriation des outils liés à la sécurisation foncière et à la diligence raisonnable développés dans le cadre du LTP. L'objectif est de recueillir les retours des partenaires sur la pertinence, l'utilisation et les éventuels ajustements à apporter à ces outils.

La coordination a insisté sur l'importance de cette démarche, qui vise à s'assurer que les outils développés répondent réellement aux besoins opérationnels et ne restent pas sous-utilisés. Les partenaires sont invités à compléter le questionnaire, dont la clôture est prévue à la fin de la semaine suivante, afin de permettre une analyse et l'identification des actions d'amélioration.

c. Mise à jour GTE

La coordination a rappelé l'existence du Groupe de Travail Technique Environnement (GTE), en soulignant qu'il s'agit d'un groupe ouvert à l'ensemble des partenaires. Un effort sera fait pour améliorer la diffusion des informations et des contacts afin de renforcer la participation.

Dans ce cadre, une collecte des contributions des partenaires sera lancée (réalisations, bonnes pratiques, leçons apprises) en vue de l'élaboration du premier bulletin environnemental pour 2026. Par ailleurs, un survey sera également partagé

afin d'évaluer l'utilisation et la pertinence des notes d'orientation environnementales développées précédemment, dans une logique d'amélioration continue.

Il a été précisé que, dans le contexte de la transition vers le mécanisme fusionné SLSC, les différentes notes d'orientation existantes (Abris & AME, CCCM, LTP) feront l'objet d'un processus de consolidation. Cette harmonisation permettra de mieux intégrer les préoccupations des différents secteurs et de disposer d'un cadre technique cohérent pour l'ensemble des interventions.

Clôture et prochaine réunion

La coordination reste disponible pour tout appui technique ou clarification.

Prochaines activités ou réunions

Jeudi 30 avril 2026 : Réunion de coordination nationale

Liste de présence

N*	Noms	Organisation	Type
1	André THAKO	AIDES	ONGN
2	Arnaud Bonkian Paade	DCA	ONGI
3	BAHATI Gaby	OIM	UN
4	BATUNGWANAYO Desire	OIM	UN
5	Benjamin MULINDWA	PROMAHD	ONGN
6	Benoit Tambwe	UNHCR	UN
7	Blaise Ngoy Sanyila	UNHCR	UN
8	Christian Kasereka Kimoja	WVI	ONGI
9	Daldine	ALDI	ONGN
10	Daniel Aganze	WNH	ONGN
11	DELAMANNE	IEDA Relief	ONGI
12	Dem_s Mutombo Mulumba	ICRC	MI CR
13	DJIMTESSEM, Ayambaye	WHO	UN
14	Francis Nakwafio	PSA RDC	ONGN
15	Freddy M	WHG GNK	ONGI
16	Georges Sadiki Katenda	NRC	ONGI
17	Gnatoulouma Takpa	UNHCR	UN
18	Habimana Rukara	UNHCR	UN
19	Hamar Moulaye ALI	NRC	ONGI
20	Henriette Musimwa Chigoho	UNICEF	UN
21	HENRY	AIBEF	ONGN
22	Ir. FRANCK BARUME	AVUDS	ONGN
23	Jackson, Sungapay Mbayawe	CARE	ONGI
24	Jacques H	SP	ONGI
25	Jacques Manshimba	ECAVOPK Mbujimayi	ONGN
26	Jacques Mwangu	CIAUD	ONGI
27	Janvier Kikongo	NRC	ONGI

28	Jean	AIDES	ONGN
29	Jersy Kamsap	HEKS EPER	ONGI
30	John KAKULE	CICR	MI CR
31	Jonas Kasereka Mutukalo	DCA	ONGI
32	Kakoba DESIRE	WFP	UN
33	Kapinga Chantal Nzeba	UNICEF	UN
34	KAVUGHO Lydie	OIM	UN
35	Kouame Wa Ambroise Brou	UNICEF	UN
36	Kyampamba Jeef	WVI	ONGI
37	Me D'alzon	Ceprossan	ONGN
38	Medar Mitima Kajemba	UNHCR	UN
39	MIRINDI Nathalie	OIM	UN
40	MPAMU Heritier	OIM	UN
41	Muscat Lufungulo Museme	ACTED/ Shelter Cluster	ONGI
42	NEVILLE-ARCEC	ARCEC	ONGN
43	NSHOMBO Rodriguez Ciza	OIM	UN
44	Patrick Masudi	REACH/Shelter Cluster	ONGI
45	PATRICK Mfumu	UNDP	UN
46	Pepe Sakouvogui	UNHCR	UN
47	Robert NDJALONGA	Service Protection Civile	Partie étatique
48	SALISALI Jonathan	UNHCR	UN
49	Salomon	RPDI	ONGN
50	SAMUEL MUHIGWA/	PROMAHD	ONGN
51	Sendralahatra Rakotondradalo	UNHCR	UN
52	Seraphin Katsuva Mbusa	UNHCR	UN
53	Sibomana Kanyamanza	UNHCR	UN
54	Solange	APEO	ONGN
55	Steve Ndikumwenayo	UNHCR	UN
56	Thierry Muhindo Kasay	DRC	ONGI
57	Tiann Nkawa	UNHCR	UN
58	Tiphaine Bueke Bolombo	UN	UN
59	TITI	CIAUD	ONGI
60	Vanessa Zola	UNHCR	UN
61	Viviane de I (Unverified)	SOFED	ONGN
62	Vutsoro, Roger K	US DOS	US DOS
63	Yves Marcellin MAKUKU	UNHCR	UN
64	Yvette YOWA (External)	WFP	UN
65	Zaidel NGOLO	Réseau FIRD asbl	ONGN